Sénégal

Fiche pays en matière de prix transfert

Février 2022

[English version provided below]

		RÉSUMÉ	RÉFÉRENCE
Principe de pleine concurrence			
1	**La législation ou la réglementation internes de votre pays font-elle référence au principe de pleine concurrence ?**	☒ **Oui** ☐ **Non**	Code Général des impôts du Sénégal, article 17-alinéa 1
2	**Quel est le rôle conféré aux Principes de l'OCDE applicables en matière de prix de transfert dans votre législation interne?**	La législation nationale du Sénégal s'inspire et fait référence aux Principes de l'OCDE applicables en matière de prix de transfert	
3	**La notion de « partie liée » est-elle définie dans votre législation ou votre réglementation interne ? Si tel est le cas, merci de fournir cette définition.**	☒ **Oui** ☐ **Non** Art.17 3. La condition de dépendance ou de contrôle prévue au 1 n'est pas exigée lorsque le transfert s'effectue avec des entreprises établies dans un Etat étranger ou dans un territoire situé hors du Sénégal dont le régime fiscal est privilégié, ou dans un pays non coopératif, au sens de l'article 18. 4. Des liens de dépendance ou de contrôle sont réputés exister entre deux entreprises : a) lorsque l'une détient directement ou par personne interposée la majorité du capital social de l'autre ou y exerce en fait le pouvoir de décision ;	Code Général des impôts du Sénégal, article 17-alinéa 3

<table>
<tr><td></td><td></td><td>b) lorsqu'elles sont placées l'une et l'autre, dans les conditions définies au a, sous le contrôle d'une même entreprise ou d'une même personne.</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="4">Méthodes de prix de transfert</td></tr>
<tr><td>4</td><td>Votre législation interne prévoit-elle des méthodes de détermination des prix de transfert applicables aux transactions entre parties liées ?</td><td>☒ Oui
☐ Non

Merci, si vous avez répondu par l'affirmative, de cocher les cases correspondant aux méthodes prévues dans votre législation :
<table><tr><td>Prix comparable sur le marché libre</td><td>Prix de revente</td><td>Coût majoré</td><td>Marge nette</td><td>Partage des bénéfices</td><td>Autre (merci de préciser le cas échéant)</td></tr><tr><td>☒</td><td>☒</td><td>☒</td><td>☒</td><td>☒</td><td>☐</td></tr></table>
Les méthodes sont définies dans le projet d'instruction sur les prix de transfert</td><td>Instruction sur les prix de transfert est en cours de signature (Cf. Section 3 : Choix de la méthode de détermination des prix de transfert la plus appropriée)</td></tr>
<tr><td>5</td><td>Quels sont les critères retenus dans votre juridiction aux fins de l'application des méthodes de prix de transfert ?</td><td>Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent :
☐ Établissement d'une hiérarchie des méthodes
☒ Détermination de la méthode la plus appropriée
☐ Autre (merci de préciser le cas échéant)</td><td>Instruction sur les prix de transfert est en cours de signature (Cf. Section 3 : Choix de la méthode de détermination des prix de transfert la plus appropriée)</td></tr>
<tr><td>6</td><td>Si votre législation ou votre réglementation internes contiennent des orientations spécifiques sur les transactions portant sur des produits de base, merci d'indiquer quelle est, parmi les approches suivantes, celle qui a été adoptée.</td><td>☐ Les principes énoncés aux paragraphes 2.18-2.22 des Principes sont appliqués pour les transactions contrôlées portant sur des produits de base.
☐ La législation interne prévoit l'application d'une méthode spécifique pour les transactions contrôlées portant sur des produits de base (si tel est le cas, merci de préciser).
☐ Autre (si tel est le cas, merci de préciser)</td><td>Instruction sur les prix de transfert est en cours de signature (Cf. Section 3 : Choix de la méthode de détermination des prix de transfert la plus appropriée)</td></tr>
<tr><td colspan="4">Analyse de comparabilité</td></tr>
<tr><td>7</td><td>Votre juridiction applique-t-elle (dans une large mesure tout au moins) les principes sur l'analyse de comparabilité énoncés au chapitre III des Principes ?</td><td>☒ Oui
☐ Non</td><td>Instruction sur les prix de transfert est en cours de signature (Cf. Section 4 : Analyse de comparabilité)</td></tr>
</table>

8	**Votre juridiction privilégie-t-elle les comparables internes sur les comparables étrangers ?**	☒ **Oui** ☐ **Non** Les comparables nationaux illustrent, si disponibles, mieux la pertinence de l'analyse de comparabilité car présentant un lien direct et étroit avec la transaction contrôlée	Instruction sur les prix de transfert est en cours de signature (Cf. Section 3 : Choix de la méthode de détermination des prix de transfert la plus appropriée)
9	**Votre juridiction utilise-t-elle des comparables secrets aux fins l'évaluation des prix de transfert ?**	☐ **Oui** ☒ **Non**	
10	**Votre juridiction autorise-t-elle ou impose-t-elle l'utilisation d'un intervalle de pleine concurrence et/ou d'une mesure statistique aux fins de la détermination de la rémunération de pleine concurrence ?**	☒ **Oui** ☐ **Non** La législation prévoit des sanctions spécifiques en ce qui concerne la documentation des prix de transfert.	Instruction sur les prix de transfert est en cours de signature (Cf. Section 3 : Choix de la méthode de détermination des prix de transfert la plus appropriée)
11	**Des ajustements de comparabilité sont-ils exigés dans le cadre de votre législation ou de votre réglementation interne ?**	☒ **Oui** ☐ **Non**	Instruction sur les prix de transfert est en cours de signature (Cf. Section 3 : Choix de la méthode de détermination des prix de transfert la plus appropriée)
Actifs incorporels			
12	**Votre législation ou votre réglementation internes contiennent-elles des orientations spécifiques pour la fixation du prix des transactions contrôlées portant sur des actifs incorporels ?**	☐ **Oui** ☒ **Non**	
13	**Votre législation ou votre réglementation internes prévoient-elles des règles de prix de transfert ou des mesures spécifiques pour les actifs difficiles à valoriser ?**	☐ **Oui** ☒ **Non**	
14	**D'autres règles, en dehors des règles de prix de transfert, sont-elles applicables**	☐ **Oui**	

	pour le traitement fiscal des transactions portant sur des actifs incorporels ?	☒ **Non**	
Services intra-groupe			
15	**Votre législation ou votre réglementation internes prévoient-elles des orientations spécifiques pour les transactions portant sur des services intra-groupe ?**	☒ **Oui** ☐ **Non**	Instruction sur les prix de transfert est en cours de signature
16	**Une approche simplifiée est-elle prévue dans votre juridiction pour les services intra-groupe à faible valeur ajoutée ?**	☒ **Oui** ☐ **Non** Une marge de 5 est prévue pour les services intragroupe à faible valeur ajoutée. L'utilisation de cette approche est, toutefois, subordonnée à la constitution d'une documentation ad hoc.	Instruction sur les prix de transfert en cours de signature
17	**D'autres règles, en dehors des règles de prix de transfert, sont-elles applicables pour le traitement fiscal des transactions portant sur des services intra-groupe ?**	☒ **Oui** ☐ **Non**	
Transactions financières			
18	**[NOUVEAU] Votre législation ou votre réglementation internes prévoient-elles des orientations spécifiques pour les transactions financières?**	☐ **Oui** ☒ **Non**	
19	**[NOUVEAU] D'autres règles, en dehors des règles de prix de transfert, sont-elles applicables pour le traitement fiscal des transactions financières?** *(Par exemple, si votre juridiction a mis en œuvre les mesures de l'Action 4 de BEPS pour limiter les déductions d'intérêts et autres*	☒ **Oui** ☐ **Non**	Code Général des impôts du Sénégal, article 9-alinéa 2

	paiements financiers ou toute règle similaire)		
Accords de répartition des coûts			
20	**Existe-t-il dans votre juridiction une législation ou une réglementation pour encadrer les accords de répartition des coûts ?**	☐ **Oui** ☒ **Non**	
Documentation des prix de transfert			
21	**Votre législation ou votre réglementation imposent-t-elles au contribuable de préparer une documentation des prix de transfert ?**	☒ **Oui** ☐ **Non** *Merci, si vous avez répondu par l'affirmative, de cocher toutes les cases qui s'appliquent :* ☒ Fichier principal conforme aux instructions énoncées à l'annexe I au chapitre V des Principes ☒ Fichier local conforme aux instructions énoncées à l'annexe II au chapitre V des Principes ☒ Déclaration pays par pays conforme aux instructions énoncées à l'annexe III au chapitre V des Principes ☒ Déclaration spécifique pour les prix de transfert (distincte de la déclaration fiscale ou jointe à celle-ci) ☐ Autre (préciser) :	Code Général des impôts du Sénégal : art.638 - art. 639
22	**Veuillez décrire brièvement les exigences à respecter pour le dépôt de la documentation des prix de transfert (calendrier de préparation ou de soumission, langue, etc.)**	La personne morale visée au 1 de l'article 638 est tenue de souscrire, en même temps que la déclaration de résultat prévue à l'article 30, une déclaration comportant tant les informations générales sur le groupe d'entreprises liées (fichier principal) que des informations spécifiques concernant l'entreprise déclarante (fichier local) Une déclaration comportant la répartition pays par pays des bénéfices du groupe et des agrégats économiques, comptables et fiscaux, ainsi que des informations sur la localisation et l'activité des entités le constituant, est souscrite sous forme dématérialisée, dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice, par les personnes morales établies au Sénégal qui répondent aux critères suivants :	Code Général des impôts du Sénégal : Art.31 bis et art.31ter

		a) établir des comptes consolidés ; b) détenir ou contrôler, directement ou indirectement, une ou plusieurs entités juridiques établies hors du Sénégal ou y disposer de succursales ; c) réaliser un chiffre d'affaires annuel, hors taxes, consolidé supérieur ou égal à XOF quatre cent quatre-vingt-onze milliards (491 000 000 000), au cours de l'exercice précédant celui auquel la déclaration se rapporte ; d) ne pas être détenue par une ou des entités juridiques situées au Sénégal et tenues au dépôt de cette déclaration, ou établies hors du Sénégal et tenues au dépôt d'une déclaration similaire en application d'une réglementation étrangère.	
23	**Votre législation prévoit-elle des sanctions et/ou des mécanismes d'incitation spécifiques en ce qui concerne la documentation des prix de transfert ?**	☒ **Oui** ☐ **Non** Des pénalités de prix de transfert sont en place. La législation sénégalaise ne prévoit pas de mesures incitatives en ce qui concerne la documentation des prix de transfert.	Code Général des impôts du Sénégal: Art.667-alinéa III-b
24	**Merci de préciser, le cas échéant, quelles sont les éventuelles exemptions à l'obligation d'établir une documentation des prix de transfert prévues par votre législation ?**		
Modalités administratives prévues pour éviter et régler les différends en matière de prix de transfert			
25	**Quels sont les mécanismes prévus dans votre juridiction pour éviter et régler les différends en matière de prix de transfert ?**	Merci de cocher toutes les cases qui s'appliquent : ☐ Décisions ☐ Programmes d'engagement renforcé ☒ Accords préalables en matière de prix de transfert (APP) ☒ APP unilatéraux ☒ APP bilatéraux ☒ APP multilatéraux ☒ Procédure amiable ☐ Autre (*merci de préciser*) :	Instruction sur les prix de transfert est en cours de signature (Cf. section 2 : les instruments de prévention des différends : les APP) Profil procédure amiable de l'OCDE du Sénégal.

		Pour plus d'informations sur la procédure amiable et l'APP, veuillez-vous référer au profil procédure amiable de l'OCDE du Sénégal.	
Régimes de protection et autres mesures de simplification			
26	**Votre juridiction a-t-elle mis en place des règles permettant à certaines catégories de secteurs, de contribuables ou de transactions de bénéficier d'un régime de protection ?**	☐ **Oui** ☒ **Non**	
27	**Votre juridiction a-t-elle mis en place d'autres mesures de simplification que celles énumérées dans le présent questionnaire? Merci, le cas échéant, de fournir une brève description.**	☐ **Yes** ☒ **No**	
Autres aspects législatifs ou procédures administratives			
28	**Votre juridiction permet-elle ou impose-t-elle aux contribuables de procéder à des ajustements en fin d'année ?**	☐ **Oui** ☒ **Non**	
29	**Votre juridiction procède-t-elle à des ajustements corrélatifs ?**	☒ **Oui** ☐ **Non** L'ajustement corrélatif n'est possible qu'en application des dispositions des conventions fiscales en vigueur (Cf. article 9)	
Attribution de bénéfices aux établissements stables			
30	**[NOUVEAU] Votre juridiction suit-elle l'approche autorisée de l'OCDE pour l'attribution de bénéfices aux établissements stables ?**	☐ **Oui** ☒ **Non** *Dans combien de conventions fiscales ?* **18**	

31	**[NOUVEAU] Votre juridiction suit-elle également une autre approche ?**	☒ **Oui** ☐ **Non** *Merci de décrire les situations dans lesquelles cette autre approche est applicable et ses modalités d'application.* Le Sénégal suit l'approche de l'article 7 du Modèle de convention des Nations Unies.	Approche contenue dans l'article 7 du modèle de l'ONU
Autres informations utiles			
32	**Autres aspects législatifs ou procédures administratives concernant les prix de transfert.**		
33	**Autres informations utiles** (ex. : *mise en place d'une nouvelle réglementation en matière de prix de transfert, ou autres points importants non couverts dans le présent questionnaire*).		

For more information, please visit: https://oe.cd/transfer-pricing-country-profiles

Senegal

Transfer Pricing Country Profile

February 2022

		SUMMARY	REFERENCE
The Arm's Length Principle			
1	**Does your domestic legislation or regulation make reference to the Arm's Length Principle?**	☒ **Yes** ☐ **No**	Senegalese Tax Code, Article 17-paragraph 1.
2	**What is the role of the OECD Transfer Pricing Guidelines under your domestic legislation?**	Senegalese domestic law is based on and refers to the OECD Transfer Pricing Guidelines.	
3	**Does your domestic legislation or regulation provide a definition of related parties? If so, please provide the definition contained under your domestic law or regulation.**	☒ **Yes** ☐ **No** Art. 17 3. The condition of dependence or control provided in paragraph 1 is not required when the transfer occurs with enterprise established in a foreign State or in a territory outside Senegal whose regime is privileged, or in an uncooperative country, according the meaning of Article 18. 4. Links of dependence or control are deemed to exist between two enterprises: a) where one holds directly or through an intermediary the majority of the share capital of the other or in fact exercises the power of decision; b) where both are placed, in accordance to the conditions defined in paragraph a, under the control of the same enterprise or person.	Senegalese Tax Code, Article 17-paragraph 3.

<table>
<tr><th colspan="4">Transfer Pricing Methods</th></tr>
<tr><td>4</td><td>Does your domestic legislation provide for transfer pricing methods to be used in respect of transactions between related parties?</td><td>☒ Yes
☐ No

If affirmative, please check those provided for in your legislation:
<table><tr><td>CUP</td><td>Resale Price</td><td>Cost Plus</td><td>TNMM</td><td>Profit Split</td><td>Other (If so, please describe)</td></tr><tr><td>☒</td><td>☒</td><td>☒</td><td>☒</td><td>☒</td><td>☐</td></tr></table>
The methods are defined in the draft Instruction on transfer pricing</td><td>Instruction on transfer pricing is in the process of being signed (see Section 3: Selection of the most appropriate transfer pricing method).</td></tr>
<tr><td>5</td><td>Which criterion is used in your jurisdiction for the application of transfer pricing methods?</td><td>Please check all that apply:
☐ Hierarchy of methods
☒ Most appropriate method
☐ Other (if so, please explain)</td><td>Instruction on transfer pricing is in the process of being signed (Section 3: Selection of the Most Appropriate Transfer Pricing Method).</td></tr>
<tr><td>6</td><td>If your domestic legislation or regulations contain specific guidance on commodity transactions, indicate which of the following approaches is followed.</td><td>☐ For controlled transactions involving commodities, the guidance contained in paragraphs 2.18-2.22 of the TPG is followed.
☐ Domestic legislation mandates the use of a specific method for controlled transactions involving commodities (if so, please explain)
☐ Other (if so, please explain)</td><td>Instruction on transfer pricing is in the process of being signed (Section 3: Selection of the Most Appropriate Transfer Pricing Method).</td></tr>
<tr><th colspan="4">Comparability Analysis</th></tr>
<tr><td>7</td><td>Does your jurisdiction follow (or largely follow) the guidance on comparability analysis outlined in Chapter III of the TPG?</td><td>☒ Yes
☐ No</td><td>Instruction on transfer pricing is in the process of being signed (Section 4: Comparability Analysis).</td></tr>
<tr><td>8</td><td></td><td>☒ Yes
☐ No</td><td>Instruction on transfer pricing is in the process of being signed (Section 3: Selection of the Most Appropriate Transfer Pricing Method).</td></tr>
</table>

	Is there a preference in your jurisdiction for domestic comparables over foreign comparables?	Domestic comparables, if any, better illustrate the relevance of the comparability analysis as they have a direct and close link to the controlled transaction.	
9	**Does your tax administration use secret comparables for transfer pricing assessment purposes?**	☐ **Yes** ☒ **No**	
10	**Does your legislation allow or require the use of an arm's length range and/or statistical measure for determining arm's length remuneration?**	☒ **Yes** ☐ **No** The legislation provides specific penalties regarding transfer pricing documentation.	Instruction on transfer pricing is in the process of being signed (Section 3: Selection of the Most Appropriate Transfer Pricing Method).
11	**Are comparability adjustments required under your domestic legislation or regulations?**	☒ **Yes** ☐ **No**	Instruction on transfer pricing is in the process of being signed (Section 3: Selection of the Most Appropriate Transfer Pricing Method).
Intangible Property			
12	**Does your domestic legislation or regulations contain guidance specific to the pricing of controlled transactions involving intangibles?**	☐ **Yes** ☒ **No**	
13	**Does your domestic legislation or regulation provide for transfer pricing rules or special measures regarding hard-to-value intangibles (HTVI)?**	☐ **Yes** ☒ **No**	
14	**Are there any other rules outside transfer pricing rules that are relevant for the tax treatment of transactions involving intangibles?**	☐ **Yes** ☒ **No**	
Intra-Group Services			

15	**Does your domestic legislation or regulations provide guidance specific to intra-group services transactions?**	☒ **Yes** ☐ **No**	Instruction on transfer pricing is in the process of being signed
16	**Do you have any simplified approach for low value-adding intra-group services?**	☒ **Yes** ☐ **No** A margin of 5 is provided for low value-added intra-group services. The use of this approach is, however, subject to the creation of ad hoc documentation.	Instruction on transfer pricing is in the process of being signed
17	**Are there any other rules outside transfer pricing rules that are relevant for the tax treatment of transactions involving services?**	☒ **Yes** ☐ **No**	
Financial Transactions			
18	**[NEW] Does your domestic legislation or regulations provide guidance specific to financial transactions?**	☐ **Yes** ☒ **No**	
19	**[NEW] Are there any other rules outside transfer pricing rules that are relevant for the tax treatment of financial transactions?***(e.g. whether your jurisdiction has implemented the measures in BEPS Action 4 to limit interest deductions and other financial payments or any similar rules)*	☒ **Yes** ☐ **No**	Senegalese Tax Code, Article 9-paragraph 2.
Cost Contribution Agreements			
20	**Does your jurisdiction have legislation or regulations on cost contribution agreements?**	☐ **Yes** ☒ **No**	

Transfer Pricing Documentation			
21	**Does your legislation or regulations require the taxpayer to prepare transfer pricing documentation?**	☒ **Yes** ☐ **No** *If affirmative, please check all that apply:* ☒ Master file consistent with Annex I to Chapter V of the TPG ☒ Local file consistent with Annex II to Chapter V of the TPG ☒ Country-by-country report consistent with Annex III to Chapter V of the TPG ☒ Specific transfer pricing returns (separate or annexed to the tax return) ☐ Other (specify):	Senegalese Tax Code, Article 638 - Article 639
22	**Please briefly explain the relevant requirements related to filing of transfer pricing documentation (i.e. timing for preparation or submission, languages, etc.)**	The legal person targeted in Article 638(1) is required to file, at the same time as the profit and loss declaration provided for in Article 30, a declaration containing general information on the related enterprises group (Master file) and specific information on declaring enterprise (Local file). A declaration including a country-by-country allocation of the group profits and economic, accounting and tax aggregates, as well as information on the location and activity of the entities constituting the group, shall be filed in dematerialised form, within twelve months of the end of the financial year, by legal persons established in Senegal who meet the following criteria: a) Prepare consolidated accounts; b) Directly or indirectly own or control one or more entities established outside Senegal or have branches there; c) have an annual consolidated turnover, excluding tax, of at least XOF 491 billion during the financial year preceding that to which the declaration relates; d) not be held by one or more legal entities located in Senegal and required to file this declaration, or established outside Senegal and required to file a similar declaration pursuant to foreign regulations.	Senegalese Tax Code, Article 31 bis and Article 31 ter
23	**Does your legislation provide for specific transfer pricing penalties and/or**	☒ **Yes** ☐ **No**	Senegalese Tax Code, Article 667(III)(b)

	compliance incentives regarding transfer pricing documentation?	TP Penalties are in place. Senegalese legislation does not provide for compliance incentives regarding transfer pricing documentation.	
24	**If your legislation provides for exemption from transfer pricing documentation obligations, please explain.**		
Administrative Approaches to Avoiding and Resolving Disputes			
25	**Which mechanisms are available in your jurisdiction to prevent and/or resolve transfer pricing disputes?**	Please check those that apply: ☐ Rulings ☐ Enhanced engagement programs ☒ Advance Pricing Agreements (APA) ☒ Unilateral APAs ☒ Bilateral APAs ☒ Multilateral APAs ☒ Mutual Agreement Procedures ☐ Other (*please specify*): For further information on MAP and APA, please refer to Senegal's OECD MAP Profile.	Instruction on transfer pricing is in the process of being signed (Section 2: Dispute Prevention Instruments: APAs). Senegal's MAP Profile
Safe Harbours and Other Simplification Measures			
26	**Does your jurisdiction have rules on safe harbours in respect of certain industries, types of taxpayers, or types of transactions?**	☐ **Yes** ☒ **No**	
27	**Does your jurisdiction have any other simplification measures not listed in this questionnaire? If so, please provide a brief explanation.**	☐ **Yes** ☒ **No**	

Other Legislative Aspects or Administrative Procedures			
28	**Does your jurisdiction allow/require taxpayers to make year-end adjustments?**	☐ **Yes** ☒ **No**	
29	**Does your jurisdiction make secondary adjustments?**	☒ **Yes** ☐ **No** Correlative adjustment is only possible in application of the provisions of the tax treaties in force (see Article 9).	
Attribution of Profits to Permanent Establishments			
30	**[NEW] Does your jurisdiction follow the Authorised OECD Approaches for the attribution of profits to PEs (AOA)?**	☐ **Yes** ☒ **No** *In how many tax treaties?* 18	
31	**[NEW] Does your jurisdiction follow also another approach?**	☒ **Yes** ☐ **No** *Provide description of the situations, when the other approach(es) applies and description of the key features of how the approach(es) applies.* Senegal follows the approach in Article 7 of the UN Model Convention.	
Other Relevant Information			
32	**Other legislative aspects or administrative procedures regarding transfer pricing**	N/A	
33	**Other relevant information** (e.g. *whether your jurisdiction is preparing new transfer pricing regulations, or other relevant*	N/A	

	aspects not addressed in this questionnaire)		

For more information, please visit: https://oe.cd/transfer-pricing-country-profiles